

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL
de la commune de VALENCIN
Séance du 3 Avril 2023**

L'an deux mil vingt-trois, le trois du mois d'Avril à 19h30, le Conseil Municipal de la Commune de Valencin, dûment convoqué, s'est réuni en séance ordinaire, dans le lieu habituel de ses séances, à la Mairie de Valencin, au nombre prescrit par la Loi, sous la présidence de Monsieur Bernard JULLIEN, Maire

Nombre de conseillers en exercice :	23	Date de convocation :	28/03/2023
Présents :	19	Date de publication	04/04/2023
Votants :	22		

Présents : M Bernard JULLIEN – M Pierre SERTIER – Mme Geneviève BEGOUEN-DEMEAUX - Mme Marie DALMAS – M Christophe SOULIER – Mme Audrey BLANCHON – M Guy DURAND – M Michel LAURENT – M Gilles DENIS – M Ludovic HIRTH – M Yves SERVANGE – Mme Christelle COURTHIAL Mme Nathalie ZAMBARDI – M Daniel MOTA – Mme Virginie CHRISTOPHE – Mme Fanny LAMOUCHE M Christian TERSIGNI – M Christophe BADUFLE – Mme Véronique BOUCHARD

Absents : M Jean-Louis CIANFARANI donne procuration à M Daniel MOTA – Mme Vanessa DEVAUX – Mme Céline GONZALEZ-THOLLIN donne procuration à Mme Fanny LAMOUCHE – M Robert PARISSET donne procuration à Mme Véronique BOUCHARD -

Secrétaire : M Ludovic HIRTH

N° 05	Délibération n° 2023-019	BUDGET PRINCIPAL
		Aménagement sécuritaire RD 53 au Fayet Révision de l'autorisation de programme/Crédits de paiement

Un des principes des finances publiques repose sur l'annualité budgétaire.

Pour engager des dépenses d'investissement qui seront réalisées sur plusieurs exercices, la collectivité doit inscrire la totalité de la dépense la 1^{ère} année puis reporter d'une année sur l'autre le solde.

La procédure des autorisations de programme et des crédits de paiement (AP/CP) est une dérogation à ce principe d'annualité budgétaire.

Cette procédure vise à planifier la mise en œuvre d'investissements sur le plan financier mais aussi organisationnel et logistique, en respectant les règles d'engagement.

Elle favorise la gestion pluriannuelle des investissements et permet d'améliorer la visibilité financière des engagements financiers de la collectivité à moyen terme.

Les autorisations de programme et les crédits de paiement sont encadrés par des articles du CGCT et du code des juridictions financières.

Les autorisations de programme (AP) constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements. Elles demeurent valables sans limitation de durée jusqu'à ce qu'il soit procédé à leur annulation. Elles peuvent être révisées chaque année.

Les crédits de paiement (CP) constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées durant l'exercice, pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations de programme.

Une autorisation de programme comporte la réalisation prévisionnelle par exercice des crédits de paiement ainsi qu'une évaluation des ressources envisagées pour y faire face (FCTVA, subvention, autofinancement, emprunt). La somme des crédits de paiement doit être égale au montant de l'autorisation de programme.

Les autorisations de programme sont votées par le Conseil Municipal, par délibérations distinctes, lors du vote du budget ou de décisions modificatives.

La délibération initiale fixe l'enveloppe globale de la dépense ainsi que sa répartition dans le temps et les moyens de son financement. De cette délibération, l'exécution peut commencer.

Les crédits de paiement non utilisés une année doivent être repris l'année suivante par délibération du Conseil Municipal.

Toutes les autres modifications (révision, annulation, clôture) doivent faire l'objet d'une délibération.

Le suivi des AP/CP est également retrace dans une annexe du budget primitif, des décisions modificatives et du compte administratif.

En début d'exercice budgétaire, les dépenses d'investissement rattachées à une autorisation de programme peuvent être liquidées et mandatées jusqu'au vote du budget (dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice par la délibération d'ouverture de l'autorisation de programme).

Vu les articles L2311-3 et R2311-9 du CGCT portant définition des autorisations de programme et des crédits de paiement

Vu l'article l263-8 du code des juridictions financières portant sur les modalités de liquidation et de mandatement avant le vote du budget

Vu le décret 97-175 du 20 février 1997 relatif à la procédure des autorisations de programme et crédits de paiement,

Vu l'instruction codificatrice M14

Monsieur le Maire rappelle le détail de l'AP/CP votée en 2021 et révisée en 2022.

N° AP : 2021-002	Aménagement sécuritaire de la RD 53 – Le Fayet				
	CP 2021		CP 2022	CP 2023	CP 2024
	Inscrits :	Mandatés :			
660 000.00 €	100 000€	3 174.00 €	31 000 €	500 000 €	125 826 €

Monsieur le Maire explique que le démarrage des travaux était conditionné à la réalisation préalable de travaux d'enfouissement de réseaux dans le secteur du Fayet. La phase exécution débutera donc en mai 2023.

Il ajoute que le prévisionnel des travaux doit être revu à la hausse du fait du contexte économique inflationniste.

Les dépenses seront financées par les subventions, le FCTVA, l'autofinancement.

Monsieur le Maire propose de revoir la programmation des crédits.

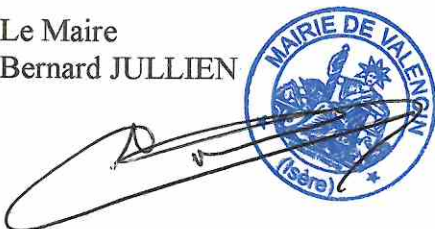
Oui cet exposé et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

↓ **APPROUVE** la révision de l'autorisation de programme et crédits de paiement (AP/CP) comme suit :

Aménagement sécuritaire de la RD 53 – Le Fayet						
N° AP : 2021-002	CP 2021		CP 2022		CP 2023	CP 2024
875 000 €	Inscrits :	Mandatés :			450 000 €	421 826 €
	100 000€	3 174.00 €	Inscrit :	Mandaté :		
			31 000 €	0.00€		

Ainsi ait et délibéré les jour, mois et an que dessus par les membres présents.

Le Maire
Bernard JULLIEN



Le secrétaire
Ludovic HIRTH

A handwritten signature in blue ink, corresponding to Ludovic Hirth, is written over a diagonal line.

Pour copie conforme,
Valentin, le 04/04/2023

Transmis à la Sous-Préfecture de Vienne
Le 04/04/2023